

## **UCCO-SACC-CSN RENCONTRE LE MINISTRE DOMINIC LEBLANC**



**Le 2 novembre 2023, Jeff Wilkins, président national, Frédéric Lebeau, vice-président national et François Ouellette, coordonnateur de l'UCCO-SACC-CSN, ont rencontré le nouveau ministre de la Sécurité publique du Canada, Dominic Leblanc et Jennifer O'Connell, secrétaire parlementaire.**

Au cours de cette rencontre, plusieurs sujets ont été abordés, notamment l'escalade de la violence dans nos établissements, le manque de responsabilisation des détenus, l'inefficacité du Programme d'échange de seringues dans les prisons (PESP) et notre besoin d'outils appropriés pour atténuer la grave épidémie de drogue qui sévit dans nos établissements.

Tout en discutant de l'escalade de la violence dans nos établissements, nous avons discuté de l'augmentation des agressions contre le personnel avec des fluides corporels et nous avons rappelé au ministre que le Parti libéral du Canada avait promis aux agents correctionnels une loi permettant la divulgation d'informations médicales lorsqu'un détenu agresse quelqu'un avec des fluides corporels afin de savoir s'il a pu transmettre une maladie infectieuse. Le ministre nous a demandé de lui envoyer tout ce que nous avons sur le sujet, ainsi que l'ancien projet de loi privé qui avait été déposé lors d'une précédente législature. Le ministre a reconnu que ce type d'agression méritait d'être pris en considération et qu'il était pertinent d'avoir d'une législation en la matière.

Le PESP méritait une discussion plus approfondie. Nous avons informé le ministre du fait que la semaine dernière, à l'établissement Mountain, dans la région du Pacifique, il y a eu deux surdoses mortelles et deux agents blessés à la suite d'une exposition au fentanyl. Le Service correctionnel espère mettre en œuvre le PESP à l'établissement de Mountain au cours du mois prochain. Nous avons expliqué que le PESP ne ferait qu'augmenter le nombre de surdoses mortelles. Le ministre a déclaré que l'accent devait être mis sur l'élimination des drogues dans les établissements et a

approuvé notre position selon laquelle la santé et la sécurité des agents correctionnels et des autres membres du personnel devaient être la priorité.

Nous avons profité de l'occasion pour souligner le fait que des drones continuent de livrer quotidiennement de la contrebande (dont des drogues) à l'intérieur de bon nombre de nos établissements et rappeler le besoin urgent de fonds pour renforcer la sécurité afin d'atténuer ce problème. Enfin, nous avons discuté de plusieurs mesures temporaires qui peuvent rapidement être mises en place pour aider le personnel à lutter contre ce problème, et nous lui avons demandé de supprimer toute la paperasse à laquelle nous sommes actuellement confrontés afin de fournir les outils et l'infrastructure dont nous avons désespérément besoin.

Bien que nous ayons été agréablement surpris par l'accueil de nos solutions par le ministre, nous resterons en contact avec son cabinet pour nous assurer que cette conversation débouche sur des actions concrètes.

Solidairement,

Votre Executif National